

Journal du CSEE de vos élu.es et mandaté.es DOGO



L'arrivée du Tour de France s'est transformée lundi 7 juillet pendant quelques dizaines de minutes, en terrain de manifestations. Le maillot jaune a laissé sa place aux maillots rouges. A Dunkerque, ceux qui portent ces tuniques inhabituelles pour une ligne d'arrivée du Tour, ce sont des salariés d'ArcelorMittal, leurs familles ou des syndicalistes venus en soutien.

Ce même lundi, Sophie Binet, la numéro 1 de la CGT, a également fait le déplacement pour l'occasion. Elle termine même la manifestation, micro en main, sur le podium habituellement réservé aux coureurs. « Il n'y a pas une seule étape du Tour de France où il n'y a pas de licenciements », s'inquiète la secrétaire générale de la CGT. Une référence à la carte des plans de licenciements, récemment mise à jour par la deuxième centrale syndicale du pays, qui **recense 400 plans de suppressions d'emplois partout dans le pays** pour près de 90 000 emplois directs menacés.

Si la CGT a pu organiser une telle manifestation, avec l'autorisation des organisateurs et de la préfecture, c'est notamment dû au fait qu'elle est un partenaire historique du Tour. « Depuis 1947, sont invités à participer au Tour de France les titres de presse qui ont contribué à la Libération, dont La Vie Ouvrière, le journal de la CGT ». Depuis ce rendez-vous est devenu incontournable pour la CGT, l'occasion d'aller à la rencontre de celles et ceux pour qui le Tour est une fête.

Pour ce qui concerne le passage du Tour sur notre territoire DOGO, la CGT a été présente, en témoigne notamment l'animation sur un rond-point de Caen par nos camarades du Calvados.

Alors que le sport professionnel devient de plus en plus policé, et que toute tentative de politisation est bannie, ce partenariat est notable. Il témoigne du caractère éminemment populaire et historique du Tour.

Au premier semestre 2023, l'immense majorité des Français s'est battue contre une réforme inique, reculant de 2 ans l'âge de départ en retraite. Deux ans après cette réforme imposée au forceps du 49.3 à l'Assemblée nationale et à tout un peuple, un an après le magistral échec macronien de la dissolution, la tentative du gouvernement Barnier « l'évidence », le gouvernement Bayrou « de secours » a tenté une opération politicienne en organisant une concertation en trompe l'œil. Il n'y était pas possible de discuter de l'essentiel.

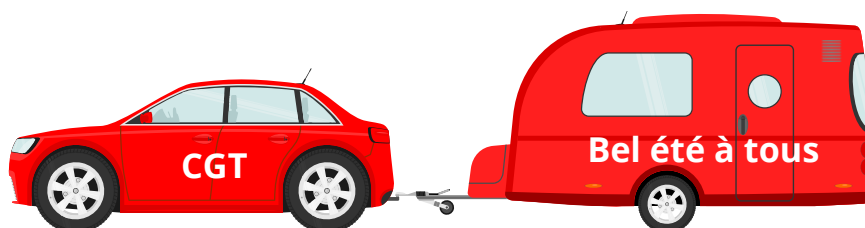
Sommaire:

pages 1 et 2:
Déclaration préalable

page 3 : Prise à bail et
Bilan HSCT

page 4 : Hommage

Numéro 15
Juillet-Août





Seules des miettes pouvaient être grapillées financées par de nouveaux reculs : un coup de rabot sévère sur le dispositif Carrières longues et plus largement une sous-indexation générale des pensions des retraités. Alors que le premier ministre multiplie les manœuvres politiciennes pour prolonger son bail à Matignon, la CGT le réaffirme : il n'y a pas d'autre solution que l'abrogation des 64 ans.

La CGT appelle tous les députés à tirer toutes les leçons de cet échec organisé par le patronat et le gouvernement et à exiger la mise en œuvre immédiate de la résolution prévoyant l'abrogation de la réforme votée très largement par l'Assemblée nationale le 5 juin dernier. Le mardi 15 juillet, le Premier ministre annonce, dans le cadre des orientations budgétaires pour 2026, une année noire pour le monde du travail et de nouveaux cadeaux pour les entreprises. François Bayrou vient d'ouvrir un chantier aussi brutal qu'idéologique. Ce n'est pas un plan d'économies, c'est une déclaration de guerre aux droits des travailleuses et des travailleurs. Le gouvernement responsable de la situation économique du pays ne se remet jamais en cause notamment sur sa politique de l'offre. Au lieu d'ouvrir les yeux sur les urgences sociales – salaires, conditions de travail, santé, éducation, climat – le gouvernement choisit de faire payer une nouvelle fois les travailleurs, notamment les privés d'emploi, et stigmatise les agents du service public. Au lieu de mettre à contribution ceux qui sont responsables du déficit, les plus riches et les grandes entreprises qui ont bénéficié de 73 Milliards de baisse d'impôts chaque année et touchent (toujours) 211 milliards d'aides publiques, le gouvernement fait encore payer l'addition aux travailleuses et aux travailleurs, aux retraités et précaires. Au menu : une cure d'austérité sans précédent pour le monde du travail.



La nécessaire justice fiscale est encore une fois renvoyée aux calendes grecques. La CGT dénonce avec la plus grande fermeté cette fuite en avant austéraitre. Le premier ministre ose expliquer aux travailleuses et aux travailleurs qu'il faut travailler plus sans dire un mot sur les centaines de milliers de licenciements en cours et sur le naufrage de la politique de l'offre qui a coulé nos finances publiques sans réindustrialiser le pays. Ces annonces sont tout aussi injustes qu'inefficaces. Elles auront un impact récessif violent et ne feront qu'amplifier les difficultés économiques du pays. Elles vont plonger des milliers de familles dans la pauvreté qui atteint déjà un niveau record notamment chez les femmes et les jeunes. On ne soigne pas les finances publiques en saignant les droits sociaux et les services publics ! Ces annonces, faites en plein cœur de l'été, alors que des millions de travailleurs et de travailleuses ne peuvent pas partir en vacances, sont en total décalage avec les attentes du monde du travail. Elles bradent notre avenir en tournant le dos aux investissements indispensables pour la transition écologique, la recherche et l'éducation, la santé, l'industrie. Le Premier ministre reconnaît lui-même qu'il n'est pas en situation d'imposer sa cure d'austérité et d'appauvrissement. Rien n'est joué ! L'heure est à préparer la mobilisation. La CGT mettra tout en œuvre pour empêcher ces violents reculs sociaux !



Information consultation sur le projet de nouvelle prise à Bail « Rue du Bignon » à Chantepie (35)

Au train où vont les choses à Orange, il n'y aura dans quelques années plus que 4 à 5 sites sur notre territoire DOGO où l'on trouvera encore quelques centaines de salariés agglutinés dans des environnements soi-disant dynamiques mais surtout trop exigus.

Le décommissionnement du cuivre s'accompagne également du décommissionnement de trop nombreux sites et l'annonce de l'abandon du site **Orange La Lande** a de quoi nous inquiéter tous.

Le transfert du personnel vers le nouveau **site de Chantepie** ou vers **Orange Avenue** n'est pas une perspective enchantée.

Le site de **St Jacques de La Lande** présente l'avantage d'être excentré par rapport à l'agglomération rennaise et donc relativement préservé des embouteillages trop réguliers sur le périphérique à l'inverse du futur **site de Chantepie**.

Autre problème majeur : le futur **site de Chantepie** ne mettra pas de restaurant à disposition des salariés.

Quant aux salariés qui iront à **Orange Avenue**, où les mettra-t-on ?

Comment feront-ils leur trajet quotidien pour aller travailler ?

S'ils viennent avec leur véhicule personnel, où le gareront-ils ?



La CGT FAPT est consciente des enjeux autour de l'empreinte immobilière d'Orange mais regrette l'empressement de notre entreprise à réaliser des économies substantielles au mépris trop souvent des conditions de travail de ses salariés.

A ce compte-là, s'il n'y a pas de réelle prise en compte des besoins des salariés, nous aurons rapidement 2 types de sites : ceux surpeuplés des grandes agglomérations où l'on entasse les salariés en mode clapier et ceux éparpillés sur le reste du territoire où le réemploi de nos vieilles cabines téléphoniques pourrait suffire à adapter une position de travail ici ou là.

La CGT FAPT imagine déjà la communication d'entreprise pour nous convaincre que c'est RE !

Consultation sur le bilan HSCT 2024 de la DO Grand Ouest

La CGT remercie tout d'abord tous les acteurs de la filière HSCT pour la qualité du travail effectué, dans un calendrier toujours aussi contraint.

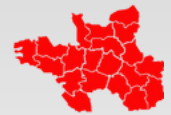
Tout comme lors de l'avis rendu pour le PAPRIACT 2025 en avril dernier, la CGT recommande l'inversion des consultations, afin de retrouver la synergie : Bilan HSCT année précédente -> Evaluation -> PAPRIACT.

D'une manière générale, les accidents de trajet augmentent alors, que le nombre de salariés baisse sur la DOGO. La CGT s'interroge à ce sujet : est-ce du fait de l'allongement des distances (Libellule, mobilités douces), ou bien à d'autres facteurs ? Il serait intéressant que la Direction se penche sur cette problématique. La distance moyenne domicile-travail est-elle en augmentation ? Y a-t-il des actions de prévention à mettre en place ? Un point noir, récurrent en cette année 2024, reste celui du manque d'espace dans certains sites déjà

passés en environnement dynamique, avec principalement, des nuisances sonores, dues aux allées et venues, mais aussi de collectifs de travail sur site complètement éclatés. La CGT réaffirme son opposition à ce type d'organisation.

Concernant les mesures d'économies, notamment de chauffage, sur beaucoup de sites de la DOGO, la délégation CGT invite la direction à la prudence. En effet, libérer des sites de tous ses occupants sur des périodes hivernales de plusieurs jours, doit pouvoir se faire avec une température des espaces de travail ne descendant pas en dessous des 19°C à la reprise d'activité. Il ne faudrait quand même pas que nous ayons des salariés d'Orange givrés.

La CGT s'inquiète également du manque de prise en compte des éventuels problèmes de régulation de la charge de travail avec un impact fort pour de trop nombreux salariés en termes de charge mentale.



Audrey



C'est avec une immense tristesse que la CGT a appris la disparition de notre chère camarade et collègue, Audrey Detain.

Affectée à la boutique de Lisieux puis de Caen centre, Audrey avait accepté, en novembre 2023, d'intégrer la liste CGT pour les élections du CSEE DOGO.

Enfin élue, elle avait mis toute sa conviction et son énergie pour assumer son mandat de représentante du personnel.

Audrey a su marquer beaucoup de ses camarades et collègues par sa douceur, sa gentillesse et sa bienveillance. Elle avait ce don d'apaiser les gens, les écouter et les conseiller au mieux.

Audrey, nous gardons de toi, ta joie de vivre, ton optimisme, ta bonne humeur et ton courage. Tes jolis yeux et ton sourire nous manqueront.

La CGT tient à remercier les nombreuses personnes qui ont rendu hommage à la femme de cœur qu'était Audrey.

Nos pensées se tournent vers les proches d'Audrey et surtout sa petite fille.



Prenez soin de vous

La CGT FAPT Orange



et son Facebook

Vos élu.es CGT du CSEE DOGO

**ADGO : Luc Bléteau Bertin (76), Houda David (76), Maria Quentric (14),
Vanessa Kervennic (29), Jessica Boisramé (22), David Peton (29),
Michel Medou (35), Yannick Gonon (44)**

A2PGO: Dominique Isabel (14)

UCI O: David Di Benedetto (29), Katia Dupuy (72)

UCI NC : Rémi Cazes (45)

Représentant Syndical : Bruno Chalumeau USC GO (49)